Et soudain resurgit la faim

« Le problème de la faim était déjà grave quand les prix de la nourriture étaient raisonnables et que le monde vivait une période de prospérité. Mais la crise alimentaire mondiale (2006-2008), suivie de la crise économique, a créé une situation catastrophique », constate M. Daniel Gustafson, directeur du bureau de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Or le Programme alimentaire mondial (PAM) a vu son budget passer de 6 à 3 milliards de dollars entre 2007 et 2008. Selon la FAO, 30 milliards de dollars par an suffiraient à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015. C'est moins d'un dixième des subventions accordées à l'agriculture des pays riches. A l'heure du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui se déroulera les 16 et 18 novembre à Rome, un problème fondamental reste posé : quel modèle agricole permettrait de nourrir les neuf milliards d'êtres humains que comptera la planète en 2050 ?

PAR STÉPHANE PARMENTIER

« *La faim n'est pas une calamité naturelle* », souligne M. Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation (1). Elle est essentiellement le fruit de choix politiques inadaptés. Ce constat apparaît, à la fois, terrible et salutaire. Terrible par son ampleur : un milliard de personnes seraient sous-alimentées en 2009 selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2) ; deux milliards d'individus seraient atteints de malnutrition ; neuf millions en mourraient chaque année (3).

Salutaire parce qu'on pourrait éviter la crise alimentaire en effectuant d'autres choix de société. Les solutions de rechange, techniquement réalistes et efficaces, constitutives d'un autre modèle de développement, ne manquent pas. Cependant leur identification suppose celle des causes du marasme.

Il y a d'abord l'aggravation récente de la crise : une centaine de millions de victimes supplémentaires de la faim ont été recensées en

PARMENTIER/18435[05.07.2010 16:56:53]

un an. Cette catastrophe a été provoquée par l'explosion des prix agricoles internationaux en 2007 et 2008, diversement répercutée sur les marchés intérieurs des pays concernés (4). Le niveau historiquement bas des stocks a joué un rôle structurel majeur dans cette envolée. Selon l'ingénieur agronome Marcel Mazoyer, « *la raison de la chute des stocks, c'est la baisse des prix des vingt-cinq années qui précèdent. Cela se passe ainsi tous les vingt-cinq ou trente ans, depuis deux cents ans. De 1975 à 2005-2006, les prix des matières premières agricoles sur le marché international avaient été divisés environ par six. Les stocks se vidaient petit à petit. En ce qui concerne*

les céréales, ils étaient tombés à moins de 16 % de la production et de la consommation mondiales. Arrivé à ce niveau, il suffit d'un rien pour que les prix explosent ».

Chômage rural massif

On peut aisément identifier l'étincelle qui met le feu aux poudres : la croissance rapide de la demande en agrocarburants aux Etats-Unis (2004-2005) et en Europe. S'exerçant sur des stocks déjà très faibles, cette pression provoque une hausse sensible des prix mondiaux de nombreux produits de base, dont le maïs et les huiles végétales (palme, soja, colza), respectivement utilisés dans la production d'éthanol et de biodiesel. Sur les marchés à terme de Chicago, New York, Kansas City et Minneapolis, l'intervention massive de fonds spéculatifs (5)

précipite et amplifie les mouvements de hausse des cours, puis des prix. Facteur aggravant : le renchérissement du pétrole, qui entraîne celui des intrants chimiques, des transports et de l'énergie.

Mais l'accroissement du nombre des nouvelles victimes de la faim ne s'explique pas uniquement par ces facteurs. Il résulte d'abord de l'extrême pauvreté qui caractérise leur quotidien — à plus forte raison lorsque les prix alimentaires flambent. Or 80 % des personnes touchées par ce phénomène sont des paysans : 50 % de petits cultivateurs, 10 % d'éleveurs et 20 % de paysans sans terre (6). Quant aux 20 % d'urbains parmi les victimes de la faim, il s'agit en partie de ruraux ayant migré vers les villes dans l'espoir d'une vie meilleure. La question devient donc : pourquoi tant de paysans vivent-ils dans la pauvreté ?

La réponse paraît tristement simple : dans les instances internationales, nationales et régionales compétentes en matière de politiques agricoles, commerciales et autres, les décisions sont généralement prises sans tenir compte des paysans. En témoignent les mesures préconisées dans le cadre de l'Organisation mondiale du

PARMENTIER/18435[05.07.2010 16:56:53]

commerce (OMC), des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), des accords de libre-échange et des politiques agro-exportatrices de certains Etats ou régions du monde comme les Etats-Unis, l'Union européenne, le Brésil...

Ces mesures comprennent l'ouverture des frontières, l'abandon de la gestion de l'offre (adaptation de celle-ci à la demande), le démantèlement des mécanismes de stockage des excédents et des offices de commercialisation. Leur mise en oeuvre va à l'encontre des intérêts et des droits fondamentaux des paysans. En alignant progressivement les prix intérieurs sur les prix internationaux, elle rend instables et incertains leurs revenus. En mettant brutalement en concurrence des agricultures aux écarts de compétitivité colossaux, elle encourage la généralisation d'échanges non durables de produits agricoles, dont les poussées soudaines d'importations constituent un bon exemple.

A l'échelle d'un pays, une telle augmentation signifie un accroissement inhabituel des volumes du produit concerné combiné à une forte baisse de prix. Exerçant une concurrence insoutenable sur les denrées locales, elle provoque l'effondrement des prix intérieurs et des revenus agricoles. Ce faisant, elle appauvrit les paysans, détruit les modes de

vie traditionnels des petits exploitants et engendre un chômage rural massif. Le phénomène n'a rien d'anecdotique. Entre 1984 et 2000, sept cent soixante-sept poussées soudaines d'importations ont été enregistrées dans dix-sept pays en développement (PED). Conduisant au déclin de la production des pays concernés, ces importations augmentent leur déficit alimentaire. Il en résulte une dépendance accrue aux importations et à l'évolution des cours internationaux pour assurer la sécurité des populations (7). On devine dès lors combien la récente flambée des prix a pu se révéler catastrophique dans les pays importateurs nets de nourriture.

Le déséquilibre des forces en présence dans les chaînes agroalimentaires contribue aussi à la pauvreté rurale. La capacité des acteurs à peser dans la négociation des conditions d'approvisionnement varie en fonction du degré de concentration du secteur. Or celui de la production agricole est infiniment moins concentré que les autres. On estime à deux milliards six cent millions de personnes la population concernée et à quatre cent cinquante millions le nombre d'ouvriers agricoles. Dans le même temps, dix entreprises contrôlent la moitié de l'offre semencière et trois ou quatre sociétés la majorité des échanges mondiaux de chaque produit. La distribution, quant à elle, échoit à quatre ou cinq chaînes de

Monde diplomatique)

PARMENTIER/18435[05.07.2010 16:56:53]

supermarchés qui se partagent le marché dans chaque pays développé. Et qui montent en puissance dans les pays du Sud.

Confrontés en aval et en amont à de véritables goulets d'étranglement, les paysans n'ont qu'une option : se plier aux exigences des autres maillons de la chaîne. Là encore, le déséquilibre des forces est lourd de conséquences : il permet aux distributeurs de s'approvisionner à très peu de frais, impose aux paysans des prix chroniquement inférieurs à leurs coûts de production et tire vers le bas les salaires déjà faibles des travailleurs de grandes plantations industrielles.

Les facteurs d'appauvrissement des ruraux sont nombreux : manque d'accès à la terre, répartition historiquement très inégale des gains de productivité issus de la « révolution verte » (8), ou encore réduction de l'aide publique au développement. Ils présentent cependant un dénominateur commun : le renoncement du « politique » à garantir le développement d'agricultures paysannes durables

Des solutions agroécologiques.

Mettre un terme à la faim impliquerait un changement de cap radical visant à garantir ce développement dans le cadre de la souveraineté alimentaire (*lire « Pour un modèle agricole dans les pays du Sud »*).

Une telle approche suppose des prix stables et rémunérateurs pour toutes les paysanneries du monde. Il faudrait pour cela disposer de systèmes efficaces de gestion de l'offre aux niveaux international, national et régional, fondés sur l'ajustement constant des productions et une protection variable aux frontières. Corollairement, rééquilibrer les relations entre acteurs paraît crucial, tant en renforçant le pouvoir des organisations paysannes qu'en réduisant celui de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution. Investir davantage est fondamental — mais pas dans n'importe quelles conditions. Les décennies de soutien à un modèle d'agriculture industrielle intensive

ont montré leurs limites. L'agroécologie offre des solutions qui permettent d'accroître la productivité tout en contribuant à respecter la planète en limitant, notamment, l'impact sur le changement climatique.

En avril 2008, près de soixante gouvernements signaient le rapport sur l'« Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) » (9). Réalisé par quatre cents chercheurs du monde entier, ce rapport pluridisciplinaire appelle à réorienter et à augmenter le financement d'une révolution agricole écologique. Il demande la mise en oeuvre de politiques garantissant l'accès à la terre, aux semences et à l'eau potable. L'augmentation inédite du nombre de victimes de la faim en 2009 incite en effet à poser la question de fond : quel modèle agricole et alimentaire voulons-nous ?

STÉPHANE PARMENTIER